

Delnoy Michel

Le droit matériel de l'Union européenne comporte toutes les règles de droit issues de l'Union européenne qui prescrivent, interdisent ou autorisent un certain comportement dans le but de réaliser les objectifs des Traités sur l'Union européenne et Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Parmi les multiples objectifs que posent ces Traités fondateurs, l'établissement d'un marché intérieur reste toujours l'un des plus importants. Afin de pouvoir comprendre aujourd'hui l'intégration économique européenne, il est donc nécessaire de retracer les fondements juridiques gouvernant l'établissement d'un tel marché et limitant le pouvoir réglementaire des États membres. Ce manuel éclairera les normes et principes de base structurant ainsi que les techniques juridiques employées par les institutions européennes afin de maintenir et promouvoir la réalisation et le fonctionnement d'un marché intérieur européen. Soucieux du profond impact du droit du marché intérieur sur le droit des États membres, le manuel a également pour objectif de montrer dans quelle mesure le droit du marché intérieur intervient ou peut intervenir dans des litiges nationaux et comment des argumentations fondées sur le droit du marché intérieur peuvent être invoquées dans des dossiers spécifiques. Par le biais des schémas récapitulatifs et des tableaux algorithmiques résumant le raisonnement juridique particulier soutenant ce domaine du droit européen, le manuel offrira un état-de-lieux de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sur les libertés de circulation, des rapports entre cette jurisprudence et le droit dérivé européen, ainsi que des propositions faites pour améliorer le fonctionnement du marché intérieur.

La liste exhaustive des ouvrages disponibles publiés en langue française dans le monde. La liste des éditeurs et la liste des collections de langue française.

Le présent ouvrage décrit l'organisation du service public de la justice en Belgique et la compétence de ses différentes juridictions. Il débute par une approche générale de cette institution, où sont étudiés successivement les principes fondamentaux régissant le pouvoir judiciaire : l'acte de juger, le monopole de l'État pour rendre la justice et les modes alternatifs de règlement des litiges, les caractéristiques fondamentales du service public de la justice au regard des exigences du procès équitable, le statut constitutionnel du pouvoir judiciaire et les grands principes consacrés par le Code judiciaire. Une fois ces principes essentiels étudiés, les différentes juridictions du pouvoir judiciaire belge sont décrites successivement, de la justice de paix à la Cour de cassation. Une ultime approche analyse le statut des différents acteurs de l'ordre judiciaire et de ses auxiliaires : la magistrature assise, le ministère public, le référendaire et le juriste de parquet, le greffier, l'huissier et l'avocat. L'ouvrage se termine par un aperçu général de la compétence matérielle et territoriale des différentes juridictions. De la sorte, sont étudiées dans ce livre les trois premières parties du Code judiciaire, l'examen de la procédure civile au sens large et des voies d'exécution étant dévolu au Tome 2. Cette deuxième édition intègre les importantes lois de 2013 et 2014 (réforme des ressorts des juridictions, création du tribunal de la famille et de la jeunesse,...) dans la mesure où elles modifient de manière substantielle l'organisation judiciaire et la compétence.

Défis civils, fiscaux et sociaux (Droit belge)

Liber Amicorum Yves Pouillet

Le Cwatupe expliqué

Martindale-Hubbell International Law Directory

The Aarhus Convention at Ten

Tome 1 : Institutions judiciaires et éléments de compétence

Le présent ouvrage décrit l'architecture juridictionnelle de l'Union européenne et analyse en profondeur tous les types de recours qui peuvent être introduits devant les trois juridictions qui composent la Cour de justice de l'Union européenne (la Cour de justice, le Tribunal et le Tribunal de la fonction publique), sans oublier le rôle important du juge national dans l'application quotidienne du droit de l'Union européenne. Si la première édition intégrait déjà les modifications apportées par le Traité de Lisbonne, sa récente entrée en vigueur laissait un nombre important de questions en suspens. Cette nouvelle édition permet de répondre à plusieurs d'entre elles (comme l'étendue de la nouvelle possibilité d'agir en annulation pour le particulier sur la base de l'article 263 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne par exemple). Elle intègre également les modifications apportées au statut de la Cour de justice et le nouveau règlement de procédure de la Cour entièrement refondu en octobre 2012. Comme pour la première édition, les auteurs ont par ailleurs adopté une méthodologie originale en fondant leur propos et leur analyse sur la jurisprudence produite par les juridictions de la Cour de justice de l'Union européenne jusqu'au 31 janvier 2014. Ce sont ainsi près de 1900 décisions de jurisprudence qui sont commentées dans l'ouvrage (soit près de 600 supplémentaires par rapport à la première édition). Elles sont inventoriées minutieusement dans un index mis à disposition des praticiens. Les principaux textes de procédure propres aux juridictions européennes sont quant à eux désormais compilés dans un second volume, permettant ainsi leur utilisation plus aisée par les praticiens.

Le droit patrimonial des couples régit les droits et les devoirs des personnes en couple, la propriété des biens qu'ils acquièrent, l'obligation aux dettes qu'ils contractent, la gestion des patrimoines et la liquidation de leurs rapports juridiques et économiques en cas de rupture ou de décès. À cela s'ajoute l'ingénierie - civile et fiscale - des conventions sur ce patrimoine : contrats de mariage, conventions de vie commune, pactes d'accroissement et de tontine, etc. L'auteur expose de manière systématique l'ensemble du droit positif, toutes les controverses, et fournit un arsenal de références complet et bilingue, à jour au 1er octobre 2014. Les praticiens de ces matières y trouveront des solutions précises et argumentées, exploitables dans les liquidations-partages ou dans le contentieux conjugal dans son volet patrimonial. Cet

ouvrage écrit les couples au pluriel parce que le mariage ne rallie plus tous les couples. Il couvre les trois statuts : mariage, cohabitation légale et union libre. À l'heure où de plus en plus de couples optent pour un régime patrimonial séparatiste, avec ou sans mariage, le droit patrimonial des couples oscille entre un besoin d'application stricte de la loi et d'intervention du juge, entre une sécurité juridique formelle et plus d'équité dans les relations de droit familial. En plus de l'analyse technique et au fil de celle-ci, l'auteur soutient une thèse engagée : la nécessité de rapprocher les statuts suivant des modèles communautaires lorsque le régime patrimonial donne à l'un des partenaires l'occasion de s'enrichir aux dépens de l'autre.

La 4e de couv. indique : "La décontamination des sols pollués, phénomène longtemps occulté, est devenu une préoccupation majeure des pouvoirs publics et des industries. Les Pays-Bas et la Région flamande ont déjà légiféré dans ce domaine. La République fédérale d'Allemagne est sur le point de le faire. En revanche, l'absence de réglementations spécifiques aux sols contaminés tant en Région bruxelloise qu'en Région wallonne soulève bon nombre d'interrogations. Le 19 mai 1995, le Centre d'étude du droit de l'environnement (CEDRE) et le Séminaire de Recherches en Urbanisme et en Environnement (SERES) ont organisé une conférence aux Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles sur ce thème. Différents spécialistes ont analysé à la fois la pertinence des instruments juridiques disponibles (polices administratives, responsabilités contractuelle et extra-contractuelle, droit des assurances) et les développements récents en Région flamande et en Région wallonne. Ces rapports sont rassemblés dans le présent ouvrage."

Les libéralités et les successions

Questions choisies de droit de l'urbanisme et de droit de l'environnement

Les familles recomposées

Tome 2 : Manuel de procédure civile

Bibliographie internationale annuelle des mélanges

Livres hebdo

Dans le prolongement du tome 1er présentant les trois premiers livres du Code judiciaire, ce manuel qui reprend, en hommage à sa mémoire et en reconnaissance de son immense apport au droit judiciaire, l'intitulé donné par le professeur Albert Fettweis à son célèbre ouvrage, est une œuvre collective. Hakim Boularbah, Olivier Caprasse, Georges de Leval, Frédéric Georges, Pierre Moreau, Dominique Mougenot, Jacques van Compernelle, Jean-François van Drooghenbroeck, Bénédicte Biemar, Laurent Frankignoul et Vanessa Grella ont uni leurs efforts pour décrire et analyser les quatre derniers livres du Code judiciaire couvrant la procédure civile, les saisies conservatoires, les voies d'exécution et le règlement collectif de dettes, l'arbitrage et la médiation. À la lumière des nouveaux principes directeurs du procès, des multiples apports des juridictions suprêmes et des nombreuses lois récentes modifiant le Code judiciaire, les auteurs présentent cette matière en onze titres : les principes directeurs du procès civil ; l'accès à la justice, l'office du juge et le rôle des parties ; la procédure de droit commun – l'instance ; l'introduction et l'instruction de la demande sur requête unilatérale ; les mesures d'instruction ; le jugement ; les voies de recours ordinaires ; les voies de recours extraordinaires ; les saisies conservatoires, les voies d'exécution et le règlement collectif de dettes ; la médiation et l'arbitrage.

L'organisation patrimoniale des familles recomposées et la transmission de biens entre leurs membres représentent un formidable défi pour les juristes belges. Il s'agit en effet de rencontrer les souhaits civils de ces familles et, dans la mesure du possible, de rechercher la voie fiscale la moins imposée. Cette matière est tant au cœur des préoccupations d'un grand nombre d'entre nous, il nous a paru important de rassembler dans un ouvrage les principales questions qu'elle soulève : • la cohabitation légale et ses impacts sur le droit civil des successions et libéralités ; • les acquisitions de biens par les cohabitants légaux ; • la cohabitation légale et quelques questions fiscales choisies en droit d'enregistrement et en droit de succession ; • la famille recomposée et le droit social ; • la famille recomposée et quelques questions choisies de fiscalité directe ; • le choix du régime matrimonial lors d'un remariage ; • le remariage et ses impacts sur le droit civil des successions et des libéralités ; • le remariage et quelques questions fiscales choisies relatives au choix du régime matrimonial et à ses incidences en droit de succession. Cet ouvrage s'adresse à tous ceux – avocats, notaires, autres conseillers patrimoniaux ou magistrats – qui sont impliqués dans cette matière.

Une explication du CWATUPE, code belge de l'urbanisme. Le champ d'application du CWATUPE est extrêmement vaste et son contenu ne peut plus être ignoré, tant il concerne tout acteur de la vie économique (architectes, entreprises, autorités publiques, avocats et notaires,...) par les contraintes qu'il impose. Depuis la troisième édition du présent ouvrage, et spécialement au cours de la seconde moitié de la législature 2004-2009, trop de modifications ont été apportées au code que pour pouvoir les résumer en quelques mots. La législature 2009-2014, beaucoup plus calme, marquée par l'évaluation du code, pourrait bien déboucher sur l'adoption d'un code de développement territorial (CoDT) destiné à remplacer le CWATUPE. L'objectif de cette nouvelle édition est donc d'identifier clairement, dans le cadre de l'explication du code qu'il constitue, non seulement les nombreuses modifications apportées à ce code depuis la troisième édition, mais aussi les principaux changements qui pourraient résulter d'une adoption du CoDT. Pour une adoption du code de développement territorial (CoDT) ? À PROPOS DES AUTEURS Michel Delnoy est avocat au Barreau de Liège, professeur invité HEC-ULg et membre du comité de rédaction de la revue *Aménagement - Environnement*. Il dirige le département de droit administratif du cabinet Bours & Associés, au sein duquel il pratique essentiellement le droit de l'urbanisme et de l'environnement. Alexandre Pirson est titulaire d'un Master en droit de l'université de Liège depuis 2010 et exerce au cabinet Bours & Associés. Martin Lauwers détient un Master en droit de l'université de Liège depuis 2009 et exerce également au cabinet Bours & Associés.

Infections of Cardiac Implantable Devices

Dons et legs aux ASBL

A Comprehensive Guide

Wallonie-Bruxelles-Flandre

Includes entries for maps and atlases.

A presente obra centra-se nas relações entre planos urbanísticos e respetivas obrigações de compatibilidade e de conformidade, uma vez que o legislador previu a nulidade do plano urbanístico sempre que o mesmo se revele incompatível ou desconforme com outro plano urbanístico com o qual, legalmente, o devesse ser. Assim, partindo de uma descodificação possível do sentido dogmático das exigências de compatibilidade e de conformidade na teoria geral do direito administrativo, procurar-se-á reconduzir o problema aos cânones da «nova ciência do direito administrativo» («Neue Verwaltungsrechtswissenschaft»), opção que aliada à demonstração de uma crise real do «princípio da legalidade administrativa» e a uma nova conceção de plano urbanístico como instrumento de implementação e de prossecução de políticas públicas, permitirá não só traçar um novo entendimento para a nulidade do plano por incompatibilidade e desconformidade como construir, ainda que em linhas muito embrionárias, um novo princípio da legalidade administrativa.

The Aarhus Convention at Ten Interactions and Tensions Between Conventional International Law and EU Environmental

LawApollo Books

Aménagement et participation

Et indications sur l'avant-projet de CoDT

Sols contaminés, sols à décontaminer

Administratief en gerechtelijk jaarboek voor België

National Union Catalog

Livres de France

Le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (édition à jour au 3 décembre 2010). Index et coordination réalisés par Michel Delnoy, avocat au barreau de Liège et assistant au service de droit administratif de la Faculté de droit de l'Université de Liège. Outil indispensable pour les architectes, notaires, avocats, géomètres, agents immobiliers et communes.

Includes, 1982-1995: Les Livres du mois, also published separately.

Professeur, chercheur, directeur de centre, doyen et recteur, Yves Pouillet s'est illustré dans toutes les étapes et fonctions d'une carrière universitaire bien remplie, marquant des générations d'étudiants, de chercheurs, de collègues et de pairs. Spécialiste éminent et incontournable du droit de l'internet et des technologies de l'information et de la communication, il en est aussi l'un des précurseurs en fondant dès 1979 un des premiers centres de recherche européens en la matière. Par cet ouvrage, collègues, amis, anciens doctorants rendent hommage à l'une des plus belles plumes de la discipline, en lui offrant leurs réflexions sur l'influence réciproque du droit et de la technologie. Leurs contributions démontrent l'étendue de l'expertise et des réseaux européens et internationaux d'Yves Pouillet. Elles s'articulent autour de trois axes qui furent autant de perspectives dans lesquelles il a inscrit sa recherche : le droit, les normes et les libertés. La richesse de ce volume témoigne de son attention à l'humain, des amitiés qu'il a nouées, mais aussi des sillons qu'il a tracés en droit des technologies de l'information et de la communication, sillons dans lesquels a poussé une forêt luxuriante, toujours fertile. C'est l'héritage d'un grand penseur, d'un véritable universitaire. ===== Yves Pouillet has not merely served but excelled in all functions of the University world. Whether as professor, researcher, director of a research centre or as dean and rector, he has left a lasting impression in the minds of generations of students, researchers, colleagues and peers. He is a preeminent expert on the law of Internet and Information and Communications Technologies who, already in 1979, pioneered one of the first European research centres in the field. This volume is a tribute to Yves Pouillet from colleagues, friends, former PhD researchers, offering their reflections on the reciprocal influence of law and technology. These contributions highlight both the range of expertise and the extent of the European and international networks he has nourished. They address the three main research axes Yves Pouillet has developed through the years: law, norms and freedoms. The authors of this volume pay homage to a mentor, a friend, but above all to an exceptional researcher who has sown countless seeds in the field, enabling a luxurious landscape to grow and become a source of inspiration for many scholars. This is the heritage of a genuine thinker, a real academic.

Droit patrimonial des couples

Marchés publics

Annuaire du spectacle 2003-2004 (éd, 2005)

Les Livres disponibles

Le permis de lotir

Permis d'Environnement expliqué

The unification of Private International Law is a goal to which all the contributors to this impressive volume have committed themselves, and one which seems increasingly to attract the attention of legal practitioners, researchers, writers and legislators. The essays give a unique overview of the current state of the law with respect to those areas which have been unified, or which are susceptible to unification. Insights are given into national as well as international practice, and theoretical aspects have not been neglected.

On 30 October 2011, it will be exactly ten years ago that the Convention on Access to information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters, signed by representative of 35 States and the European Community at a pan-European ministerial conference in the Danish city of Aarhus in 1998, entered into force. This multilateral treaty, negotiated under the auspices of the UN Economic Commission for Europe, represents the most comprehensive and ambitious effort to establish international legal standards in the field of citizens' environmental rights to date. Though some of these standards were inspired by earlier EU environmental legislation, many provisions of the Aarhus Convention went beyond the rights already guaranteed by the EU and compelled the European Commission to propose new legislature acts, most of which were adopted between 2003 and 2006, to bring EU environmental law up to the Convention's standards. Since its adoption over a decade ago, the Aarhus Convention, which now has 44 Contracting Parties in Europe, Central Asia and the Caucasus region, has had a considerable impact on national systems of environmental law and administrative practices in many countries of Europe and beyond, as well as the law and institutions of the European Union and even in other international organisations and fora. The contributions assembled in this book focus on various aspects of the relationship between the provisions of the Convention and the development of EU environmental law. They discuss the new legislative acts and amendments to existing legislation adopted by the EU institutions since 2003 in order to implement the Aarhus Convention, on such matters as access to environmental information and public participation as well as access to justice in respect of environmental impact assessment, strategic environmental assessment and integrated pollution prevention and control EU Member States. The relevant legislation also includes a regulation organising the application of the procedural rights guaranteed by the Aarhus Convention at the level of EU institutions and bodies. Other contributions address tensions that have arisen between normative developments within the framework of the Aarhus Convention and the internal legislation and policies of the EU. These concern contentious issues such as general access to justice in environmental matter-for which the Commission unsuccessfully proposed legislation to guarantee a minimum level of access to review procedures for environmental groups in the Member States-and

judicial review by EU courts of acts and omissions of EU institutions. Another area of tension discussed in this volume concerns public participation in product-related regulatory decisions with respect to genetically modified organisms and chemicals. Together, the various contributions to this volume address synergies and conflicts across the three 'pillars' of the Aarhus Convention and examine the broader legal and institutional implications of these interactions for the development of both EU law and international environmental law.

Cet ouvrage est une étude comparative de la réglementation relative à la performance énergétique des bâtiments dans les trois régions du pays. Il ajoute un lien entre les anciennes et les nouvelles réglementations régionales pour une parfaite compréhension de l'évolution de la matière. Il procède, pour chacune des trois régions, à une analyse approfondie de la responsabilité des acteurs de la construction en rapport avec ces réglementations. Cette analyse se nourrit d'une enquête menée par les auteurs sur le terrain, qui met en lumière tant l'aspect théorique que l'aspect pratique de la responsabilité des acteurs. Les propos des auteurs sont systématiquement synthétisés dans des tableaux récapitulatifs afin de procurer aux utilisateurs de l'ouvrage un outil de référence efficace.

Bibliographie courante de la littérature luxembourgeoise

Droit matériel de l'Union européenne

Décret relatif au permis d'Environnement

Annuaire administratif et judiciaire de Belgique

Droit de l'environnement

Cwatupe

Cardiac implantable device (CIED) infections are a key issue since they have serious consequences in terms of morbidity, mortality and associated costs for healthcare systems. Such infections are highly complex, which has implications for prevention (several factors underlie its development), diagnosis (requiring patient specific integration of several elements), acute treatment (choice of the antibiotic, lead extraction procedure), as well as long-term management (CIED re-implantation strategy and follow-up). Dealing with CIED infections requires appropriate organization of healthcare provision, with the creation of integrated hub-spoke referrals, and it has prompted many of the recent developments in CIED technologies: leadless pacemakers, subcutaneous defibrillators, antibacterial envelopes and lead extraction devices. This book systematically examines all aspects of this multifaceted condition, discussing each clinical and organizational issue in a separate self-contained chapter. It starts by reviewing the epidemiology/pathophysiology of CIED infections, and then addresses acute and long-term management. Offering a comprehensive overview of the prevention of infections, considering both current and future perspectives, the book also provides practical suggestions along with recommendations from the literature in the field. This is the first book entirely focused on CIED infections. Written by an international team of leading experts it will appeal to broad audience, including cardiologists, electrophysiologists, infectious disease specialists, internists, healthcare professionals, health service managers and providers, researchers and those working in industries involved in the field.

Nul juriste ne peut se permettre de méconnaître le régime civil des libéralités et des successions. D'abord, d'un point de vue fondamental, il constitue un élément non négligeable de la théorie du patrimoine, institution centrale de notre système juridique. Ensuite, d'un point de vue pratique, les libéralités et les successions sont des modes de transfert des biens trop usités et à l'origine de trop de difficultés pour pouvoir être ignorés. La complexité de ce régime est toutefois telle qu'elle en décourage souvent plus d'un d'en entreprendre ou d'en reprendre l'étude. Le présent ouvrage dessine l'économie générale du système, propose une synthèse en omettant volontairement les détails, sans pour autant négliger la réflexion qu'inspire ce corps de règles si prompt à révéler les valeurs auxquelles notre société semble tenir. L'ouvrage, à jour au 1er septembre 2013, est émaillé de cas pratiques, de références bibliographiques et de suggestions de lectures qui permettront aux praticiens et aux étudiants d'approfondir la matière.

Le présent ouvrage dresse un panorama général des principaux aspects juridiques relatifs aux activités économiques exercées en Belgique. Plus large que le droit commercial au sens strict, le droit de l'entreprise étudie des règles qui transposent, dans l'ordre juridique, les quatre concepts-clés du libéralisme économique : L'agent économique reçoit une première traduction juridique à travers la notion de commerçant, de laquelle découle un grand nombre de règles spécifiques. Cette notion est de plus en plus supplantée par celle d'entreprise qui constitue en particulier le noyau central du droit de la concurrence et du droit de la comptabilité. L'organisation et le fonctionnement du marché sont analysés à travers les grands principes juridiques qui les sous-tendent (liberté du commerce et de l'industrie, droit d'établissement, libre concurrence) et les dispositifs normatifs les plus significatifs (pratiques du marché, droit antitrust, réglementation des prix, statut des PME, organisation des marchés financiers). Le recours au contrat permet aux agents économiques de collaborer entre eux, notamment au travers d'opérations courantes dans la vie des affaires: contrats de distribution, effets de commerce, crédits bancaires. Le droit des entreprises en difficulté, incarnation de l'idée de risque dans la sphère juridique, est abordé, en tant qu'il organise la sanction des défaillances des agents économiques. Outre les étudiants, auxquels il s'adresse en priorité, l'ouvrage intéressera les avocats spécialisés en droit commercial et en droit des affaires, les magistrats, les juristes d'entreprise, les professeurs et chercheurs en droit économique.

Performance énergétique des bâtiments

Annuaire du spectacle de la Communauté française de Belgique

Droit judiciaire

Contentieux européen (2 volumes)

1998-1999

La responsabilité civile liée à l'information et au conseil